

CONTROVERSES

éditorial

L'Europe contre Israël ?

Comment expliquer l'ambiguïté des rapports de la Nouvelle Europe à Israël et, par ricochet, aux Juifs européens ? Cela fait 10 ans, depuis le soulèvement palestinien de 2001, que ces derniers font l'expérience d'un abandon concret par des secteurs entiers de l'opinion européenne, dans une situation où domine l'ini-mi-tié de puissants courants en provenance du monde arabo-musulman. Toutes les précautions oratoires de la précédente phrase traduisent bien l'ambivalence de la situation, car la manifestation de discours et d'actes antisémites, inédite depuis l'époque nazie, s'est accompagnée d'une omniprésence de « la mémoire de la Shoah », inscrite dans les institutions et les consciences. L'abandon s'ex-prima d'abord et durant une longue période par le déni par les instances gou-vernementales comme par les moyens d'expression de la réalité des actes anti-sémites (« tensions inter-communautaires » dues au conflit du Proche Orient et donc de la responsabilité de la « colonisation » israélienne...)

Toute cette ambiguïté se résume dans le chevauchement d'un « antisionisme » et d'un antisémitisme, lui, très classique mais que l'argument « antisioniste » exonère de son immoralité répréhensible. En somme, on attaque Israël, là-bas, mais on s'attaque aux Juifs, ici. La condition des Juifs européens devient ainsi la mesure de l'antisémitisme qu'implique l'antisionisme. L'antisionisme à des-tination d'Israël est-il quant à lui autre chose qu'une forme d'antisémitisme ? Il ne critique pas une politique mais conteste l'existence d'une communauté

humaine et d'un Etat qu'il définit dans les termes de la monstruosité (apartheid, crimes contre l'humanité) pour mieux appeler à son extermination. Hier les Juifs étaient assimilés à des rats et à la vermine, à un « cancer », aujourd'hui, c'est l'Etat d'Israël qui l'est, avec une mauvaise foi évidente et à l'encontre de toutes les preuves de la réalité.

La traduction sur le terrain européen de ce projet prend la forme d'actes anti-sémites très réels, de discours pousse-au-crime de certains médias, de la dénonciation permanente d'Israël qui en fait un bouc émissaire tout désigné, d'actes de boycott qui touchent de proche en proche les Juifs locaux, etc. L'antisémitisme autorise un antisémitisme local. Cela se vérifie depuis les années staliennes et les prodromes du nationalisme arabe qui inventèrent la forme antisémite de l'antisémitisme.

Cette obsession d'Israël concerne l'Union européenne et pas uniquement l'opinion publique, elle concerne les Européens et pas seulement les immigrés. Elle est devenue une politique, celle de l'U.E. dont le souci de la Palestine est au cœur de son activité internationale. La Palestine, c'est le nouveau peuple élu de l'Europe, qui, du coup, ne sait plus comment « gérer » l'Israël réel. C'est là une bien vieille histoire, qui date de 20 siècles. La différence, c'est que le nouvel Israël adulé, encensé, plaint, financé, est cette fois ci en dehors de l'Europe même, ce qui est une indication très profonde que la souveraineté métaphysique¹ a disparu de ce qui ressemble pourtant bien à un empire. L'importance vitale que revêt la Palestine, le « nouvel Israël », montre bien le rôle que joue l'exaltation de l'autre, en l'occurrence (pour l'Europe impériale) le « Colonisé », les ex-colonisés, réputés incarner l'innocence absolue et la source de toute légitimité. Israël-Palestine est devenu le Janus bifrons de cette nouvelle éthique avec un partage symbolique signifiant (l'Israël reconnu est celui de la Shoah, une reconnaissance humanitaire, tandis que la Palestine exaltée est celle du nationalisme et de l'Etat, cela même que l'Europe s'interdit et interdit à Israël). En somme, dans le regard des élites de l'appareil européen, Israël n'est pas une nation et donc son Etat doit être minimaliste au point que tout acte souverain devienne un scandale, un « crime contre l'humanité », tandis que la Palestine est un vrai peuple qui a droit à un Etat « viable » et dont toutes les violences sont justifiées, au moment même où les technocrates de l'Europe demandent aux peuples européens de se faire hara-kiri, sur l'autel de l'empire.

Telle est l'ambiguïté qui inspire la politique de l'U.E. Elle est l'expression d'un substrat socio-politique et démographique réel, ce qui signifie qu'elle n'est pas une divagation sans lendemain, un état de conscience passager, mais la traduction d'une réalité, ou, en tout cas, l'interprétation d'une réalité concrète. Ce constat est inquiétant car il nous indique que combattre cette idéologie sur

le plan rhétorique et intellectuel n'est pas immédiatement efficace puisque ce qui est en jeu ce ne sont pas des idées purement artificielles mais une conscience qui s'inscrit dans une structure socio-politique concrète.

Elle est essentiellement marquée par deux caractéristiques: d'un côté, la nouvelle donne démographique consécutive à une immigration de masse doublée d'une baisse de la natalité européenne (des mutations dramatiques sur ce plan là sont en gestation dans plusieurs pays européens ou certaines de leurs régions) et, d'un autre côté, l'affaiblissement des structures de l'Etat-nation démocratique, dû à l'unification européenne qui les remet en question. Cette conjonction a affaibli la possibilité de l'intégration de l'immigration dans le cadre des identités nationales, à un moment où, de surcroît, celle-ci était traversée par des courants idéologiques extrémistes en provenance des pays d'origine. La conjonction de ces évolutions est responsable du sentiment de détresse qui s'est abattu sur certains secteurs des sociétés européennes qui ont eu le sentiment que l'histoire leur échappait et que leurs élites les abandonnaient en ne se confrontant pas aux vrais problèmes sur lesquels, eux, buttent chaque jour.

Cette nouvelle donne a pleinement retenti sur la condition des Juifs européens, pas seulement du fait de l'antisémitisme endémique des populations immigrées, celui-là même qui avait chassé nombre d'entre eux des pays arabes, mais aussi parce que le choc démographique a bouleversé le cadre dans lequel ils se trouvent, à un moment où la citoyenneté en crise ne peut plus les protéger, du fait de sa fragmentation *de facto* dans le sens du multiculturalisme. Le bouleversement du paysage a déstabilisé la morphologie établie de la condition juive qui s'est trouvée identifiée à une « communauté de l'immigration » et, parce qu'elle était le maillon le plus faible de la société, s'est vue devenir le miroir des problèmes relatifs à la « communauté de l'immigration », la médiation, le traducteur, le vecteur de formulation de ses problèmes.

C'est là où l'élément d'Israël a acquis une centralité. La Palestine est devenue, en effet, la bannière de l'identification de l'identité arabo-musulmane en Europe, en plus des pays musulmans, au point que la gestion du rapport des Européens et des nouveaux citoyens de l'Europe se fait (dans les deux sens) à travers le discours sur Israël. L'Europe veut-elle se rapprocher des Arabes, Etats comme communautés intra-européennes? Elle doit céder sur Israël et favoriser, d'une façon ou d'une autre, la Palestine. L'Europe veut-elle adresser un message dur aux musulmans? Elle l'adresse aux Juifs, c'est moins dangereux et les Juifs sont bien proches. Israël est devenu l'interface du monde arabe et de l'Europe, et comme la « rue arabe » traverse l'Europe (par le biais des télévisions satellitaires), les Juifs sont devenus l'interface sous-jacente en Europe même entre l'Europe et ses populations immigrées. Un événement récent démontre l'obses-

sion d'Israël des leaders européens, qui confine au rituel du bouc émissaire à l'échelle d'un continent. Un important groupe d'anciens leaders et commissaires européens a adressé une lettre à toutes les capitales européennes et aux chefs des institutions européennes, le 6 décembre 2009, leur enjoignant de prendre, toutes affaires cessantes, des sanctions envers Israël. On ne les a jamais vu agir de la sorte pour aucune des graves crises du monde. Sans doute, Israël est-il le problème le plus important de la planète, manifestement, pour l'Union européenne. Bat Ye'or remarque le côté cynique de certaines des affirmations de cette lettre qui demande qu'Israël prenne la suite des énormes investissements financiers de l'Union Européenne destinés à rendre crédible son plan de création d'un Etat palestinien si aucun « progrès » n'est fait. 60 % du budget de l'Autorité Palestinienne est en effet assuré par l'Union... « En d'autres mots, Israël, coupable d'exister, doit supporter le coût payé par l'U.E. pour conduire une politique qui vise à sa capitulation ... C'est ce qui est appelé le « processus de paix » qui « travaille à la justice et à la paix »².

La fabrique contemporaine de l'antisémitisme européen comprend ainsi des éléments internes à l'Europe, nationaux, et extra-européens, internationaux, c'est ce qui lui confère une dimension mondialisée. Le rapport intra-national est devenu un rapport international : c'est une nouvelle donne de la situation européenne.

Que recherche l'Europe ? Sa « paix » interne ? La complaisance du monde arabe ? L'accès à ses marchés ? L'extension de son aire d'influence (l'Union pour la Méditerranée) ? Plus prosaïquement pour les politiciens nationaux, le soutien de nouveaux électeurs (comme l'exprima crûment Pascal Boniface au sein du Parti socialiste) ? Des logiques plus profondes qui ont à voir avec les syndromes propres à la mémoire de la Shoah sont aussi, sans doute, à l'œuvre dans cette politique. On le mesure à l'importance de l'instrumentalisation de la Shoah dans la stigmatisation d'Israël, matrice même du chevauchement de « l'antisionisme » et de l'antisémitisme.

Une autre ligne d'interprétation de la situation que nous décrivons est possible, pas nécessairement contradictoire. Autant les ex-Etats nationaux de l'Europe unie sont démunis et impotents face à l'intégration de l'immigration, autant l'Union européenne est activiste et ambitieuse, impérieuse envers Israël. Or, c'est cette dernière qui engendre la première, puisque l'affaiblissement des Etats nations va de pair avec le renforcement de l'Union. L'attitude envers Israël ne serait pas nécessairement un cache-misère de la démission des Etats européens devant l'intégration de l'immigration et la poussée islamique mais, au contraire, l'expression d'une politique conquérante, d'une ambition impériale. La nature politique du conglomerat d'Etats qui constituent l'Union européenne

reste encore une énigme. Nous l'avons qualifiée d'empire car c'est bien ce à quoi elle ressemble, excepté l'absence d'empereur (mais pour combien de temps?). Un empire dont les frontières est et sud ne sont pas encore fixées, un empire qui se veut l'incarnation de la démocratie et de la vertu morale et dont l'ambition est de régir la planète, exigeant de tel ou tel Etat, tel ou tel comportement, conférant à ses tribunaux une « compétence universelle », un empire capable de croisade comme dans l'affaire yougoslave (cette guerre en fut l'acte fondateur), ou comme en Afghanistan et ailleurs. Un empire irréprochable qui accable Israël de ses jugements moraux permanents, un empire qui, armé de la morale, n'hésite pas à instrumentaliser les ONG israéliennes des droits de l'homme pour lancer une OPA sur la politique intérieure d'Israël. Un magistère moral, démocratique, qui a déjà mentalement fait l'union des deux rives de la Méditerranée... Mais réellement ?

S.T.

notes

1. En termes européens : « les racines judéo-chrétiennes » de l'Europe.
2. Bat Ye'or, January 11, 2011 : <http://www.hudson-ny.org/1794/eu-anti-zionist-campaign>